

MANIFESTE
MÉDECINS DU MONDE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2019

Médecins du Monde est un mouvement international de lutte contre les inégalités de santé, et pour l'accès à la prévention, à des conditions de vie digne, et aux meilleurs soins pour tou.te.s. Ce combat se mène sur le terrain, par l'action avec les personnes confrontées à des barrières dans leur accès aux soins et le respect de leurs droits, elle se mène par la politique auprès des institutions françaises, internationales, mais aussi européennes.

En vue des élections européennes, médecins du monde se mobilise pour faire entendre d'autres exigences et priorités pour le projet européen. Nous défendons une vision d'une Europe solidaire, juste et inclusive ; une Europe qui place ses valeurs fondatrices au cœur de son action : dignité humaine, égalité, liberté, solidarité.

La santé en Europe, de beaux principes négligés.

Le droit à la protection de la santé est un droit fondamental. C'est un droit présent de manière transversale dans l'esprit du projet européen. Il apparaît de manière directe, dans l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme qui concerne le droit à la vie. Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit également qu'« un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union ».

Cependant, les principes ne sauraient cacher que les Etats membres et les institutions de l'Union européenne ne respectent pas les règles qu'ils se donnent. Les inégalités de santé restent importantes, d'un Etat membre à l'autre, mais aussi en leur sein, en raison des lieux de vies, de la situation sociale, administrative, économique, de l'origine etc.

Certains médicaments nouveaux et/ou innovants ne sont pas accessibles en raison de leurs prix et du manque généralisé de transparence. Des entraves existent encore, dans certains pays européens, à l'accès à la santé sexuelle pour tou.te.s, en particulier sur le droit à l'interruption volontaire de grossesse. Les personnes usagères de drogues ou travailleuses du sexe font toujours l'objet de politiques répressives, les condamnant à la précarité, et à des risques accrus en santé. Enfin, l'Union européenne, et les Etats membres, laissent les personnes migrantes mourir dans la Méditerranée, regardent ailleurs ou construisent des murs.

87 millions d'Européen.ne.s vivent sous le seuil de pauvreté, soit 17% des habitants de l'UE.
> Eurostat 2015

11 millions de ménages sur 220 millions ne disposent pas de logement personnel.
> FEANTSA 2018

L'écart d'indice de performance des systèmes de santé (calculé à partir du ressenti des usager.ère.s) entre les Pays-Bas et la Roumanie est de 65%.
> Euro Health Consumer Index 2018

**Les principes ne suffisent pas. L'Europe peut et doit faire mieux !
Médecins du Monde plaide pour une Europe qui assure la défense du droit à l'égalité, à la santé, à la dignité, à l'intégrité et l'émancipation de tou.te.s les citoyen.ne.s.**

Médecins du Monde milite pour une Europe solidaire et inclusive

- Chaque citoyen.ne doit pouvoir accéder au meilleur état de santé possible et aux meilleurs soins, sans discrimination et bénéficier d'une protection sociale redistributive et solidaire harmonisée. L'Union européenne et ses Etats membres doivent garantir un accès inconditionnel aux soins de santé adossé au droit à une protection sociale universelle. A titre d'exemple, face aux enjeux de santé publique constatés, le gouvernement espagnol a décidé en juin 2018 de réintégrer dans la couverture maladie universelle les personnes sans-papiers.
- Chaque citoyen.ne doit pouvoir vivre et évoluer dans un environnement sain et protecteur où l'intérêt pour la santé prime sur les intérêts privés. L'urgence d'agir face à la crise climatique et environnementale qui impacte considérablement l'état de santé et contribue à l'aggravation de pathologies chroniques est une nécessité qui ne supporte plus la procrastination et des arbitrages à la marge.

- L'Europe doit permettre à chacun.e de s'émanciper dans son identité et avec ces pratiques. L'Union européenne doit notamment lutter contre toutes formes de discriminations fondées sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle, et doit assurer à toutes les femmes et les filles le droit fondamental à disposer de son corps, de sa sexualité, y compris l'accès à l'interruption volontaire de grossesse.
- L'Europe doit agir au quotidien, et dans toutes ses politiques, pour réduire effectivement les inégalités sociales et de santé, au sein des pays, mais aussi entre eux.

Médecins du Monde milite pour une Europe de dignité et d'humanité

- L'Europe doit se poser comme rempart face à tous les populismes construits dans la haine, la peur, et le rejet de l'autre, dans nos frontières et en dehors. La promotion, le respect et la garantie des droits humains pour tout.e.s doit traverser l'ensemble de ses actions.
- L'Europe doit faire de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, déterminants de santé majeurs, une priorité d'action et garantir un accès inconditionnel à un hébergement décent. L'exemple finlandais, seul pays où une politique volontariste du « Logement d'abord » a été mise en œuvre et seul pays où le nombre de sans-abris a baissé ces dix dernières années, nous prouve que des solutions existent. C'est une question de volonté politique : Le Parlement européen peut agir pour impulser cette harmonisation en faveur de la lutte contre l'exclusion.
- L'Europe doit protéger les plus vulnérables, en particulier les enfants exposés à des risques pour leur santé et leur sécurité. Qu'ils vivent en bidonvilles, dans des squats, à la rue, qu'ils soient en famille ou isolés, citoyen.ne.s européen.ne.s ou étrangers, tou.te.s les mineur.e.s doivent avoir accès à la santé, à l'éducation, à la protection. Les MNA (mineur.e.s non accompagné.e.s) doivent faire l'objet d'une attention particulière à cet égard, en raison de leurs conditions de vie très difficiles sur le parcours migratoire et en Europe.
- L'Union européenne et les Etats membres ne peuvent laisser mourir des personnes migrantes à leurs frontières, dans les montagnes, en mer Méditerranée. Ils ne peuvent, pour celles parvenues sur le territoire européen, les laisser dans l'errance, les laisser se dégrader par une vie à la rue et une absence d'accueil.
- Les dirigeants européens ont multiplié les entraves aux ONG de sauvetage en mer et renforcé leur collaboration avec la Libye. Mettre un terme à cette politique mortifère est un préalable et il est urgent de relancer un plan de sauvetage en Méditerranée et d'établir un système d'accueil pérenne sur le territoire européen pour les personnes recueillies.
- Nous constatons au quotidien combien le régime actuel de « Dublin » a des conséquences sur la précarisation et la santé des personnes. Il doit être refondé et se baser sur une solidarité effective entre les Etats membres.
- Un système européen d'asile guidé par le seul impératif de protection des personnes peut être mis en place. Il devra alors être indépendant des contingences des ministères de l'Intérieur des Etats membres en matière de politique migratoire.
- Le développement de voies d'accès sûres et légales au territoire de l'Union européenne et de ses Etats membres est la seule politique possible pour garantir le respect des droits fondamentaux des personnes et éviter les morts aux frontières.

Médecins du Monde milite pour une Europe plus démocratique, notamment en matière de santé

- Les institutions de l'Union européenne doivent être plus proches des citoyen.ne.s, et ceux/celles-ci doivent avoir une voix, et être écouté.e.s. Les associations représentatives de la société civile doivent être associées à la définition de toutes les politiques, notamment celles ayant un lien, même indirect, avec la santé. Elles doivent être soutenues afin de faire entendre leurs voix face à celle des intérêts privés.
- Les droits reconnus aux citoyen.ne.s dans les grands traités européens, dont le droit à la santé, doivent devenir opposables de manière plus directe et rapide, afin de permettre à tou.te.s de le faire respecter.
- La directive européenne sur le secret des affaires, empêchant l'information des citoyen.ne.s sur des sujets pourtant déterminant sur les politiques qui impacteront directement leur vie et leur santé, doit être réécrite. Ainsi, il n'est pas acceptable que les citoyen.ne.s européens ne puissent comprendre les déterminants réels de prix de médicaments, protégés par ce secret des affaires, alors que ces prix menacent l'équilibre des systèmes de santé et l'universalisme de l'accès aux soins.
- Les Etats, le Parlement et la Commission peuvent agir pour renforcer la gouvernance européenne en matière de santé, et en faire une véritable priorité.



Médecins du Monde milite pour une Europe ambitieuse qui transforme ses principes et valeurs en action concrète.

Le Parlement peut agir pour refonder une Europe plus sociale, plus démocratique, plus protectrice des citoyen.ne.s, des droits, de la santé et de l'environnement.

C'est ce que nous attendons des parlementaires français.e.s. C'est le contrat que Médecins du Monde propose aux listes pour les élections européennes, et aux partis qu'elles représentent.